

Candidats médecins : la deuxième chance roumaine

Avec le durcissement des conditions d'accès aux études de médecine, les jeunes Belges commencent à se tourner vers la Roumanie pour effectuer leur scolarité. Cet exil, pas toujours facile à vivre, remet en cause le système de sélection belge.

REPORTAGE **TIMISOARA (ROUMANIE)**
DE NOTRE CORRESPONDANTE

Le rendez-vous est donné au café « Chez moi », juste en face de la faculté de médecine de Timisoara, la grande ville de l'ouest de la Roumanie. Ce lieu est devenu le repaire des étudiants de la filière en langue française. Au menu, une part de gâteau « Plaisir », un « café pour un monsieur » ou « pour une dame ». « Pour l'instant, tout est fait pour nous mettre à l'aise », se réjouit Süleyman, 20 ans.

Arrivé de Namur à

la mi-septembre, ce petit brun fait partie des quatre Belges qui effectuent leur cursus ici. Dans tout le pays, ils sont une trentaine. Une poignée parmi les 3.000 étudiants francophones qui fréquentent aussi les universités d'Arad, Cluj et Iasi, où des filières en langue française ont ouvert depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne. Vu l'affluence croissante des étudiants français déjà soumis à un concours en première année dans leur pays, cette alternative pourrait attirer de plus en plus de déçus de l'examen instauré en Belgique à la rentrée 2016.

Aller au bout du rêve

C'est à cette date que Süleyman a d'abord tenté sa chance à l'université de Namur. « À l'issue du premier trimestre, je n'avais pas 8/20 de moyenne, donc j'ai dû effectuer ma première année en deux ans. Au Noël suivant, j'avais une très bonne moyenne, ce qui me rassurait, et je travaillais beaucoup », se souvient-il. Sauf qu'au concours de juin 2017, le garçon échoue derrière les 140 admis sur 600 inscrits. « J'ai eu le moral à zéro », lâche-t-il.

Süleyman ne comprend toujours pas cet examen. « Je n'ai encore jamais vu de médecins soigner une grippe par la trigonométrie. Face à la pénurie de médecins dans le pays, c'est d'autant plus regrettable d'écarter des personnes qui aspirent à la médecine », constate-t-il.

Lui n'a pas voulu abandonner son rêve d'enfant. « J'ai parlé à mes parents de la Roumanie. Ils m'ont dit : "Si tu t'en sens capable, nous serons derrière toi" ». Puis tout est allé très vite. Le 10 juillet, Süleyman a envoyé son dossier, le 18, il s'envolait vers Timisoara, entouré de sa famille, pour passer le contrôle d'entrée. « Sur 51 candidats européens, nous étions 20 à avoir 10/10, mais ils n'en gardaient que 10. Mes bonnes notes en biologie à l'examen CESS m'ont permis d'être retenu. À la nouvelle, nous avons tous pleuré de joie », raconte l'étudiant.

Toutefois, venir étudier en Roumanie implique des sacrifices. Financiers tout d'abord, car le minerval s'élève à 5.000 euros par an. « Mes trois sœurs et mes parents m'aident, j'ai aussi un job étudiant à côté de mes études », confie

Dalou, en 3^e année, à Iasi. « Nous savons que ces frais servent à notre apprentissage, complète Célestine, aussi en 3^e année, à Cluj. J'ai pu voir depuis mon arrivée qu'ils ont construit de nouveaux amphithéâtres ou acquis des machines dans les hôpitaux. »

Cet exil requiert aussi un moral de plomb. « En Belgique, les gens n'imaginent pas, mais ce n'est pas facile de partir à 18 ans, loin de sa famille. Nous devons gérer tout, seuls », affirme Célestine. À Iasi comme à Cluj, des Corpora-

tions médicales des étudiants francophones proposent des activités pour souder ces expatriés. À Cluj, après le suicide de deux Françaises en 2015, une cellule psychologique s'est mise en place. « Des étudiants, les "pairs vigils", sont disponibles 24 heures sur 24 pour répondre au téléphone quand d'autres ont un souci. Ce système fonctionne bien », détaille la jeune fille.

Des professeurs à l'écoute

Pour autant, aucun de ces étudiants ne regrette son choix et la pédagogie roumaine semble les avoir convaincus.

« Nous sommes des petits groupes, les professeurs sont plus à l'écoute et la pratique, beaucoup plus intense qu'en Belgique, c'est bluffant. Dès la 5^e semaine, nous avons disséqué un cadavre. Le professeur nous a donné un atlas médical et demandé de couper tel ou tel élément. Ils sont vraiment dans l'optique que tous, nous serons médecins », décrit Süleyman. « Dès mon stage de fin de 1^{re} année en hôpital, j'ai pu réaliser des points de suture sur le front d'une jeune fille, poursuit Dalou. Bien sûr j'étais supervisé, mais c'était gratifiant. »

Autres détails marquants, la formation en premiers soins dès le premier semestre et des relations patients-médecins approfondies. « Dès la 3^e année, nous sommes 10 heures par semaine à l'hôpital. Nous faisons déjà des anamnèses et devons essayer de donner une idée de diagnostic. Chaque étudiant s'occupe d'une personne et nous rencontrons tous les types de patients. J'ai remarqué que certains médecins sont très proches des patients et s'assoient sur leur lit d'hôpital. En Belgique, on ne ferait ça que pour annoncer un décès », pense Célestine.

Après six années en Roumanie, tous espèrent revenir en Belgique pour se spécialiser, en chirurgie ou en anesthésie. ■

ALINE FONTAINE

LE RETOUR AU PAYS**Un nouveau groupe à intégrer**

Ces étudiants belges partis en Roumanie s'interrogent quant aux conditions de leur retour. *« J'espère que nous ne serons pas jugés en fonction du pays mais du diplôme, reconnu au niveau européen, que la sélection pour la spécialisation se fera sur des tests et qu'on prendra les meilleurs, ça serait plus juste. Mais comme le système change chaque année en Belgique, je ne me fais guère d'illusions »*, s'indigne Célestine, qui posera sa candidature en France et en Suisse, si besoin.

Si ce groupe ne devrait pas être soumis aux quotas fédéraux, il pourrait avoir des surprises. *« Le temps d'absorber les deux promotions qui terminent en même temps cette année en Belgique, à cause du passage de 7 à 6 ans d'études, peut-être qu'on essaiera de pousser ceux qui reviennent vers la médecine générale, là où la pénurie est la plus forte »*, se demande Quentin Lamelyn, président du Comité inter-universitaire des étudiants en médecine.

Manque d'investissements

Les questions risquent de se multiplier si cette option de l'étranger prend de l'importance. *« Les universités belges vont-elles continuer à exister ? Car, pour les étudiants qui viennent ou reviennent de l'étranger, l'État n'investit rien et pourrait y voir une aubaine. Le fait que 40 % des numéros Inami de 2016 aient été accordés à des médecins étrangers interpelle »*, relève Quentin Lamelyn.

Pour clarifier tous ces points, Caroline Persoons, du parti Défi, envisage de déposer une plainte citoyenne auprès des institutions européennes. *« Une réflexion au niveau européen s'impose. On encourage à la libre circulation des étudiants, mais elle ne doit pas être discriminante pour les étudiants restés en Belgique non plus »*, avertit-elle.